

COMINES

La fermeture de la trésorerie publique est programmée

La Trésorerie de Comines fermera ses portes l'été prochain. Dès janvier, les contribuables devront s'adresser à Armentières. Les finances de la ville seront, elles, contrôlées à partir du 1^{er} juillet par la trésorerie de Quesnoy-sur-Deûle. Une pétition est en cours et 300 Cominois auraient déjà affirmé leur volonté de garder leur agence.

Au 1^{er} janvier prochain, les Cominois ne pourront plus aller payer leurs impôts à la Trésorerie publique de Comines. Ils devront se déplacer jusqu'à Armentières. Ce transfert de service n'est qu'une première étape. L'été prochain, le secteur « communal » de la Trésorerie publique déménagera à la trésorerie de Quesnoy-sur-Deûle qui, selon une source syndicale, deviendra « un poste spécialisé en secteur public local ».

Après ce transfert, l'établissement cominois fermera ses portes. Seule une permanence devrait être mise en place à Comines.

Sept personnes travaillent, actuellement, dans cet établissement public dont dépendent Comines, Wervicq-Sud, Deûlémont et Warneton. La trésorerie cominoise a également en charge le contrôle des dépenses de l'hôpital-maison de retraite.

Cette fermeture intervient dans un plan de restructuration en marche depuis plusieurs années. « Mais dans ce secteur de la Vallée de la Lys, il y a quand même un problème particulier : le nouveau ministre des Finances, Éric Woerth, a annoncé que les trésoreries se rapprocheraient des hôtels des impôts. Or il n'en existe pas dans ce secteur », pointe Patrice Lescot, secrétaire général de la CGT. Le plus près est à Armentières.



Au 1^{er} janvier, les contribuables cominois devront aller à Armentières.

PHOTO LA VOIX

« On parle des services de proximité et on les ferme ! Or on sait que tout le monde ne peut pas se déplacer jusque Armentières. Et ce sont souvent ces mêmes personnes qui viennent encore payer en espèces leurs impôts », insiste la CGT.

Protestation des contribuables

Mais selon la direction du Trésor public, c'est la faible affluence

« J'ai demandé des compensations car ce qui m'importe, c'est que les Cominois aient le service. » Le maire

qui justifie en partie la fermeture de l'agence cominoise. « Lorsque la fermeture nous a été annoncée, on nous a dit que cinq à six personnes venaient chaque jour au Trésor où six personnes travaillent ! Ce n'est pas suffisant ; mais, sur un mois, cela fait tout même une centaine », remarque Alain De-tournay.

Le maire de Comines affirme ainsi ne pas être favorable à cette fermeture qui touche les contribuables comme les services municipaux. « Je suis contre, bien sûr, car Comines n'est pas une petite ville. Mais il faut voir que c'est une directive nationale. J'ai demandé des compensations car ce qui m'importe, c'est que les Cominois aient le service. » Le Trésor se serait engagé à organiser des permanences deux fois par mois

du paiement des impôts », insiste le maire. L'élu a également demandé à ce que l'administration communale puisse transmettre numériquement ses documents à la trésorerie de Quesnoy-sur-Deûle.

Mais les Cominois restent, eux, attachés à leur équipement. Trois cents personnes auraient déjà signé la pétition lancée il y a deux semaines. Elle demande « le maintien du service public à proximité ». Parmi eux, ce vieux monsieur croisé devant l'agence du Trésor, lundi. Avec la fermeture de l'agence cominoise, c'est un peu l'État qui fout le camp. « On a déjà eu le départ de la gendarmerie, il y a huit ans ; ça a fait du mal, ça. Le commissariat est fermé la nuit. Les pompiers vont bientôt partir à Bousbecque. Et maintenant, c'est le Trésor public. Il ne va plus rien rester ! » ■